

## **14<sup>ème</sup> Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de la Côte d'Ivoire**

### **L'institution salue le dynamisme et la résilience de l'économie ivoirienne**

**« L'économie de la Côte d'Ivoire est restée robuste en 2023. Le pays se porte bien. Les perspectives sont favorables »**

La Banque mondiale a présenté son 14<sup>ème</sup> rapport sur la situation économique de la Côte d'Ivoire, ce vendredi 28 juin 2024 à l'hôtel Ivoire-Cocody. Ledit rapport axé sur le thème « vers une économie durable : stratégie de financement pour la Côte d'Ivoire face au changement climatique » a été réceptionné par la ministre de l'Economie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba au nom du gouvernement ivoirien des mains de la Directrice des Opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, Marie-Chantal Uwanyiligira. C'était en présence des ministres des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, de la Communication, Amadou Coulibaly et du ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck.

Ce rapport présenté par le responsable du Département Macroéconomique, Commerce et Investissement (MTI) de la Banque mondiale, M. Djédjé Hermann Yohou, indique que « l'économie de la Côte d'Ivoire est restée robuste en 2023, malgré le resserrement de la politique et l'amorce de la consolidation budgétaire ». L'institution financière internationale salue la résilience de l'économie face à ces chocs.

La croissance estimée à 6% en 2023, a-t-il ajouté, est deux fois plus que la moyenne mondiale et celle de l'Afrique subsaharienne. Avant de préciser que le taux d'inflation a baissé et que la forte croissance des recettes a permis de contenir la dynamique de la dette.

Aussi, le rapport note une réduction de la pauvreté « On peut mieux faire, en renforçant la résilience dans les zones les plus vulnérables, dans les zones rurales ». En outre, le document recommande d'accroître la productivité agricole et de renforcer le capital humain afin de maximiser l'impact de la réduction de la pauvreté.

Cependant, M. Yovou souligne que bien que la croissance économique du pays soit forte et robuste, il faut encore renforcer l'action publique.

Poursuivant, il a fait savoir que le changement climatique n'est pas seulement un risque mais aussi une opportunité pour tirer profit des financements. Ainsi, a-t-il invité le secteur privé à s'investir dans la lutte contre le changement climatique.

### **Les perspectives favorables**

Les perspectives à moyen terme restent favorables selon le rapport. Soutenues par le Plan National de Développement (PND) et le renforcement de la stabilité macroéconomique, ainsi que les découvertes d'importants gisements, notamment de pétrole, de gaz et de l'or.

« La taxe carbone peut être un outil de financement à même de générer d'importants gains socio-économiques et d'atténuation du changement climatique », lit-on dans le document.

Pour sa part, la Directrice des Opérations de la Banque mondiale, Marie-Chantal Uwanyiligira a fait savoir que la Côte d'Ivoire a déjà reçu le paiement pour les 7 millions de carbone et qu'elle est le 4<sup>ème</sup> pays en Afrique qui a pu atteindre cet objectif. Elle a fait savoir que les risques liés au changement climatique sont gérables, le gouvernement a sa propre stratégie et l'institution va l'accompagner.

Intervenant sur le rapport, le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, a noté que les perspectives correspondent aux prévisions budgétaires faites par son département ministériel. Il a assuré que les initiatives sont prises par le gouvernement pour éviter le risque de perte de 13% du PIB d'ici 2050 tel que mentionné par le rapport national sur le climat et le Développement.

Sur le débat de la dette, il a réitéré que notre dette est bien gérée et maîtrisée. Non sans revenir sur la question du financement avec le cadre du fond durable qui a permis de lever des fonds auprès des banques à des taux de 25 et 100 points de base.

Le crédit carbone, à l'en croire, a permis d'avoir une enveloppe de 35 millions de dollars qui ont été rétrocédés aux populations environnantes de la forêt de Taï.

La ministre Nialé Kaba a, à son tour, salué la qualité de la coopération entre la Côte d'Ivoire et l'institution financière internationale. Et de rappeler que les efforts du gouvernement ont induit une réduction de la pauvreté et les inégalités malgré quelques inégalités. « Le taux de pauvreté de 37,5 %, devrait baisser à 36,3% à l'horizon 2025 ».

L'organisation d'une table ronde coprésidée par la Banque mondiale, le FMI et le gouvernement ivoirien est prévue pour le 5 juillet prochain. Ce, en vue de mobiliser des financements pour compléter les fonds de résilience et de durabilité.

SOURCE MFB